

Intenses tractations pour venir en aide aux banques européennes



pour Le Monde.fr | 06.10.11 |

19h40 • Mis à jour le 06.10.11 | 20h57



Les autorités européennes veulent accélérer la mise en place d'un plan concerté d'aide aux banques. Dans l'idéal, elles espèrent qu'un ensemble coordonné de mesures à la fois nationales, et européennes, sera bouclé d'ici au prochain sommet de la zone euro, le 18 octobre.

Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, et José Manuel Barroso, celui de la Commission, en font une priorité, en dépit des réserves de la France. *"Nous proposons maintenant aux Etats membres d'avoir une action coordonnée pour recapitaliser les banques et pour pouvoir se débarrasser de leurs actifs toxiques"*, a dit M. Barroso, jeudi 6 octobre.

A Bruxelles, on espère que la chancelière allemande, Angela Merkel, sera capable, lors de leur tête à tête dimanche 9 octobre à Berlin, de convaincre le président français Nicolas Sarkozy qu'il faut aller *"vite"* pour recapitaliser la quarantaine de grandes banques européennes, les plus exposées aux dettes souveraines. Il s'agit, dit-on, de susciter un *"choc de confiance"*, comparable à l'annonce du plan concocté dans l'urgence en octobre 2008, après la chute de la banque américaine Lehman Brothers.

"LE TEMPS PRESSE"

A l'époque, Nicolas Sarkozy avait dû s'y prendre à deux fois pour persuader Angela Merkel d'agir. Cette fois, c'est la chancelière allemande qui a tiré la sonnette d'alarme, mercredi, en indiquant que *"le temps presse"*, sur [fond de démantèlement en catastrophe de Dexia](#) par les gouvernements belge et français.

"Le cas Dexia montre qu'il faut être prêt à toutes les éventualités, même quand une banque a réussi les stress tests, dit on à Bruxelles, il ne faut pas avoir honte de réviser ses plans et sa stratégie". Aucun chiffre n'est encore avancé, même si l'estimation du FMI – entre 100 et 200 milliards – est dans tous les esprits. *"L'idée est d'avancer avec tous les acteurs principaux, dont la France"*, dit on de sources concordantes à Bruxelles.

>> Lire notre décryptage [Dexia, coincée entre subprimes et crise de la dette](#)

Le plan de recapitalisation devrait reposer avant tout sur des financements d'origine nationale. Mais le Fonds européen de stabilité financière (FESF) pourrait également être activé, si sa refonte est ratifiée par l'ensemble des dix sept Etats de la zone euro, comme prévu d'ici à la mi- octobre.

Jeudi 6 octobre, c'est le Parlement néerlandais qui a voté en faveur de l'élargissement du FESF. A ce jour, il ne reste donc que deux pays, la Slovaquie, et Malte, qui n'ont pas encore approuvé la réforme agréée au forceps le 21 juillet, afin de permettre au FESF de prêter de l'argent aux Etats de la zone euro afin qu'ils recapitalisent les banques implantées sur leur territoire.

Pour le FMI, le recours au FESF doit permettre de ne pas stigmatiser tel ou tel établissement, et de permettre à un pays comme la France, de conserver sa notation financière, le triple AAA.

Philippe Ricard

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.
